

COMMUNIQUE DE PRESSE

Actuellement, c'est à dire dans les jours et les semaines qui viennent, l'avenir de l'aluminium français est en train de se jouer au fil des négociations qui se mènent entre EDF d'une part et Rio Tinto Alcan, d'autre part, sous l'égide du Ministère de l'Industrie et du Gouvernement.

Le but de ces négociations, dans un contexte politique tendu, est de savoir si la France sera en mesure de fournir à Rio Tinto Alcan, héritier par OPA des anciennes usines françaises de Péchiney, une énergie à un coût considéré comme « acceptable » par le géant minier et, par ailleurs, leader mondial de la production de l'aluminium. Pour les deux seules usines françaises produisant de l'aluminium, cette négociation est vitale. Elles avaient, en effet, obtenues en 1983 et 1987, par le biais d'une convention de trente ans, un accord particulier pour bénéficier d'un tarif à moindre coût. Or cet accord se termine en 2013 pour Saint Jean de Maurienne et se terminera en 2017 pour Dunkerque. Sans nouvel accord, Rio Tinto a annoncé très clairement qu'il fermerait son unité de Saint Jean de Maurienne condamnant ainsi une usine performante (130 000 tonnes), un Laboratoire de Recherches et de Fabrication, le plus performant du monde et plus de 600 emplois directs.

C'est cette situation que ne peuvent accepter les élus du bassin de Saint Jean de Maurienne et plus particulièrement les six maires de la Communauté de Communes « Cœur de Maurienne ». D'autant qu'ils ont l'impression, confirmée par les faits que le « bras de fer » EDF - Rio Tinto ne se passe pas bien, en raison notamment d'une forte résistance d'Henri Proglio le PDG d'EDF.

Du coup, pour attirer l'attention sur le cas de l'usine de Saint Jean de Maurienne, mais aussi sur l'avenir de la filière aluminium dans notre pays, ils ont décidé un certain nombre de manifestations, dont une pétition à l'échelle de la vallée qui devrait atteindre les dix mille signatures.

Enfin, ce vendredi matin, 3 février, et pour dire « notre avenir ne tient qu'à un fil » ces six maires se suspendront au sommet du clocher de Saint Jean de Maurienne. Ils souhaitent ainsi accélérer ces négociations et montrer l'importance pour leur vallée de ce problème.

Le Châtel
Hermillon
Saint-Julien-Montdenis
Saint-Jean-de-Maurienne
Montvernier
Villargondran